

Jean-Marc PIOTTE

Sociologue, retraité de l'Université du Québec à Montréal

1984

“Le cheminement politique de Negri”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Piotte, sociologue québécois
Professeur à la retraite, Université du Québec à Montréal (UQAM)

“Le cheminement politique de Negri” (1984)

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Jean-Marc Piotte, “Le cheminement politique de Negri”. Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Marie-Blanche Tahon et André Corten (éd.), **L'Italie: le philosophe et le gendarme. Classe ouvrière, État, autonomie**. Actes du colloque de Montréal, les 16 et 17 novembre 1984, pp. 17-35. Montréal: VLB Éditeur, 1986, 275 pp.

[Autorisation accordée le 27 mai 2004].
(<mailto:piotte.jean-marc@uqam.ca>)

Jean-Marc Piotte enseignait au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues Parti pris et Chroniques.

M. Piotte est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.
Pour les citations : Times 10 points.
Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 12 août 2004 à Chicoutimi, Québec.



Du même auteur

[Retour à la table des matières](#)

- *La pensée politique de Gramsci*, Paris, éd. Anthropos, et Québec, éd. parti pris, 1970 (traduction en japonais, en espagnol et en portugais).
[Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- *Sur Lénine*, éd. partis pris, 1972.
[Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- En collaboration avec Madeleine Gagnon et Patrick Straram, *Portraits du voyage*, éd. de l'Aurore, 1974.
- Direction de *Québec occupé*, éd. parti pris, 1971.
[Ouvrage disponible sur le site web [Les Classiques des sciences sociales](#)] avec l'autorisation de l'auteur.
- Direction de *La lutte syndicale (chez les enseignants)*, éd. parti pris, 1973.
- Direction de *Les travailleurs contre l'État bourgeois* (avril et mai 1972), éd. de l'Aurore, 1975.

Table des matières

Introduction

1. La subjectivité ouvrière
2. L'État keynésien
3. L'autocritique de Tronti
4. La crise de l'État keynésien
5. Une nouvelle alliance révolutionnaire

Présentation par André Corten

Présentation du livre (couverture verso)

Introduction

L'extrême-gauche italienne, dont Antonio Negri est un des représentants, surgit des *Quaderni Rossi*, se développe dans *Classe Operaia* et est influencée par le principal théoricien de ces revues, Mario Tronti. Il est d'ailleurs étonnant d'observer que, dans des conjonctures nationales différentes, Tronti et Althusser poursuivent, sans semble-t-il se connaître, une démarche parallèle. *Pour Marx* et *Lire le Capital* sont publiés en 1965 tandis que le recueil de Tronti, *Ouvriers et Capital*, paraît en Italie en 1966. Tous deux préconisent le retour à un Marx et à un Lénine révolutionnaires même si Tronti, contrairement à Althusser, privilégie les *Grundrisse* et remonte jusqu'à l'analyse du travail aliéné dans les *Manuscrits de '44*.

La subjectivité ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de Tronti part du mécanisme de formation de la plus-value. L'ouvrier, contraint de vendre sa force de travail, produit une valeur supérieure à celle nécessaire à sa reproduction (le salaire): il crée de la plus-value, moteur du développement et de l'expansion du capital. Et selon Tronti, c'est dans la vente de sa force de travail que se forme la classe ouvrière qui précède, historiquement, la constitution des capitalistes en classe: les luttes ouvrières expliquent le développement du capital, et non l'inverse.

De ce postulat, l'auteur tire trois conclusions pour une politique révolutionnaire. S'attaquer au cœur du capitalisme consiste à combattre la production de la plus-value relative. La destruction violente du capital implique la suppression du capital

variable: «L'ouvrier collectif ne s'oppose pas seulement à la machine en tant que celle-ci est du capital constant, mais il s'oppose à la force de travail elle-même en tant que celle-ci est du capital variable. Il doit avoir pour ennemi le capital dans sa totalité: et par conséquent lui-même aussi en tant qu'il est partie du capital ¹.» L'analyse de la crise conjoncturelle de l'économie italienne éclaire cette position. Les nouveaux déséquilibres intervenus sur le marché des capitaux sont les conséquences de contradictions au sein de la production capitaliste elle-même: «L'augmentation des salaires a largement dépassé l'augmentation de la productivité. C'est-à-dire que la productivité du travail n'a pas diminué en valeur absolue; mais la masse salariale a crû en valeur relative. Les revenus du travail ont augmenté plus rapidement que les revenus du capital. Cela a eu deux conséquences fondamentales: une inflation “par les coûts”, et avant tout celui de la force de travail; et une contraction relative des profits par rapport aux salaires [...] Le revenu du travail s'est trouvé redistribué en partie, le profit attaqué, les marges d'autofinancement des grandes entreprises entamées et les investissements directs sont demeurés bloqués. Et tout cela tandis que les coûts de production s'élevaient et que le rendement du travail baissait du fait de la permanence des luttes ouvrières, de la mobilité excessive de la force de travail et de l'absence de sauts technologiques ² ». Que les patrons se débrouillent avec ce déséquilibre entre salaire et productivité. Le rôle des ouvriers est d'utiliser cette contradiction pour empêcher le système de fonctionner: «Dans ces conditions la classe ouvrière doit s'organiser consciemment comme l'élément *irrationnel* au sein de la rationalité spécifique de la production capitaliste. Il faut que la rationalité croissante du capitalisme moderne trouve sa limite insurmontable dans l'irrationalité croissante des ouvriers organisés, c'est-à-dire dans leur refus d'une intégration *politique* à l'intérieur du développement *économique* du système. De sorte que la classe ouvrière devient la seule *anarchie* que le capitalisme ne parvient pas à *organiser* socialement ³.»

Seconde conséquence, s'il s'agit de s'attaquer aux mécanismes économiques du développement capitaliste, s'il faut mettre en crise la formation de la plus-value, c'est l'usine qui devient le lieu central de la lutte révolutionnaire, et la vieille distinction entre lutte économique et lutte politique perd toute pertinence. Cette position du problème remet en question la tradition instaurée par le Parti communiste italien: «Un syndicat qui se trouve devoir gérer les formes concrètes de la lutte de classe sans pouvoir même évoquer leur débouché politique, et un parti qui s'épuise à parler de ce débouché politique sans la moindre référence, ou le lien le plus ténu soit-il, avec les formes concrètes de la lutte de classe ⁴.»

Enfin, la lutte politique cherchant à détruire le mécanisme de formation de la plus-value au sein de l'usine, c'est la classe ouvrière au sens classique du terme, les tra-

¹ *Ouvriers et capital*, Paris, Christian Bourgois éd., 1977, p. 65.

² Ibidem, pp. 114-115.

³ Ibidem, p. 96.

⁴ Ibidem, p. 130.

vailleurs productifs, qui est la classe révolutionnaire qui doit exercer son hégémonie sur les classes subalternes.

Nous avons donc là un système de pensée cohérent qui, par sa radicalité, son articulation et ses formulations provocatrices, le distingue - malgré certains éléments communs - du syndicalisme de combat véhiculé au Québec durant les années '70.

Mais la classe ouvrière italienne - comme celle de tous les pays capitalistes occidentaux - ne partage pas le radicalisme théorique et politique de Tronti. Il faut, dit l'auteur, travailler à diviser et à opposer la classe ouvrière et ses organisations historiques, la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Il faut rendre la classe ouvrière conforme à la vision révolutionnaire de Marx. C'est le discours marxiste qui éprouve le caractère correct des expériences particulières, et non l'inverse: «Le discours politique représente le point de vue global de la classe, par conséquent la véritable donnée matérielle et le processus réel lui-même⁵.» Et Tronti reprend la vieille thèse de Kautsky et de Lénine: le parti doit, de l'extérieur, apporter cette conscience révolutionnaire aux ouvriers.

Le passé du mouvement ouvrier n'intéresse pas Tronti: il veut rescaper Marx du développement historique du capital et de la classe ouvrière. L'histoire des pays socialistes, qui ont reproduit le capital en reproduisant le salariat, l'indiffère. Il veut sauver Lénine de l'évolution réelle des pays socialistes: «Il faut au contraire exaspérer, dans toutes les limites historiques possibles, la grande contradiction politique qui existe entre la révolution léniniste et la construction du socialisme, entre le processus politique révolutionnaire et la gestion économique de la société⁶.» Il n'est donc pas étonnant que les analyses de Tronti portent sur le corpus théorique du marxisme, mais ignorent délibérément l'histoire du capital et du mouvement ouvrier, dans les pays capitalistes comme dans les pays socialistes, depuis la mort de Marx, et qu'elles rejettent, comme simples outils de gestion du capital, les recherches effectuées par les diverses sciences humaines depuis leur apparition.

Un surplus, nécessaire à une reproduction élargie de la société, est une condition de développement de toute société industrielle. Comment, dans nos sociétés complexes, la classe ouvrière peut-elle produire, contrôler et gérer ce surplus? Mario Tronti ne répond pas à cette question: il ne sait pas l'avenir et seule le stimule la destruction du présent: «Le point de vue ouvrier ne préfigure pas le futur, il ne raconte pas le passé: il contribue seulement à détruire le présent. La science ouvrière se réduit à la dimension d'un moyen d'organiser cette destruction: et c'est bien ainsi⁷.» Il n'est donc pas étonnant que la classe ouvrière, qui a un passé, ne veuille pas sacrifier son présent - enrichi en terme de conditions de travail, de consommation et de libertés civiles grâce à ses luttes contre le capital - sur l'autel de l'avenir incertain de Tronti.

⁵ Ibidem, p. 111.

⁶ Ibidem, p. 313.

⁷ Ibidem, p. 319.

L'État keynésien

[Retour à la table des matières](#)

Dans «John M. Keynes et la théorie capitaliste de l'État en 1929» et dans «Marx sur le cycle et la crise⁸», Antonio Negri se situe dans le prolongement des analyses de Tronti dont il reprend les postulats (le mécanisme de la formation de la plus-value explique la lutte de l'ouvrier et du capital; les batailles du prolétariat déterminent le développement du capitalisme) pour les appliquer à la crise de 1929 et au keynésisme.

Pour l'auteur, le taylorisme et le fordisme sont essentiellement une riposte du capital aux conséquences politiques de la révolution d'Octobre. Il s'agit de détruire la possibilité même d'alliance entre les avant-gardes ouvrières et les masses d'ouvriers professionnels en remplaçant ceux-ci par des ouvriers non qualifiés. Cette répression des vieux ouvriers professionnels par le biais de l'organisation du travail, la substitution forcée de l'ouvrier-masse à l'ouvrier professionnel entraînera, pour l'auteur, la crise de 1929: «La crise de 29 c'est cela: c'est le contrecoup des techniques répressives anti-ouvrières qui se répercutent sur la structure d'ensemble de l'État capitaliste; c'est 1917 devenu une phase à l'intérieur même du système capitaliste dans sa totalité. L'initiative politique des ouvriers de 1917, ponctuelle et féroce destructrice, s'est objectivée, elle est devenue un agent d'érosion continu et puissant: contrôlée à court terme après 1917, elle s'exprime désormais en 1929 avec toute la force qu'elle a accumulée dans son développement secret au sein du système⁹.»

La démonstration de Negri est faible, voire inexistante. Pour pallier cette insuffisance, il insiste sur les implications politiques, perçues plus ou moins confusément par Keynes, des théories économiques. Mais Negri devra quand même admettre que la crise de '29 s'explique par des raisons économiques: «Quelle avait été au fait la cause qui avait produit la crise de 1929? L'accumulation d'un excédent de l'offre qui influait directement - en l'abaissant - sur le niveau des investissements nets, et, partant - en les faisant chuter - sur la valeur des taux d'efficacité marginale du capital. Ce qui revient à dire que le caractère exceptionnel de la crise de 1929 ne s'explique pas si l'on ne tient compte des conditions de développement économique des années 20, lorsque l'élargissement de la base de l'offre par la reconversion de l'industrie de guerre grâce aux innovations technologiques, à l'extraordinaire augmentation de la productivité du travail et à l'expansion qui avait suivi de la production des biens durables, ne

⁸ *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Éd. Galilée, 1978, pp. 23-132.

⁹ *Ibidem*, p. 29.

s'était pas accompagné d'un changement de rapport avec la demande ¹⁰.» Mais si on parle de «demande», dit Negri, on parle de la classe ouvrière qui a maintenant une référence politique (la révolution d'Octobre), on parle d'une classe potentiellement insurrectionnelle et subversive.

La solution keynésienne à la crise de 1929 consiste à accroître la demande globale par la consommation. Le développement, comme régulation dynamique du processus économique, est la solution du mouvement dualiste qui oppose ouvriers et capital, salaires et profits. L'État devient le garant de ce développement: «La nouvelle figure de l'État capitaliste répond à cette nécessité: garantir le développement en présence d'un pouvoir ouvrier - dans la société - à la fois antagonique et signe de contradiction pour ce développement ¹¹.» Et c'est ici, par cette insistance sur l'État, que Negri se distingue de Tronti qui centrait ses analyses sur le mécanisme de formation de la plus-value au sein de l'usine.

L'État social planifié assure la domination et l'exploitation du capital en surmontant le conflit salaire/profit par son intégration dans le processus de croissance. Cet État, dont le projet est le rapport indéfini de l'intégration répressive de la classe ouvrière à l'ordre du capital n'est, pour Negri, que pure violence. Organisateur du capital collectif, il peut même se dissocier de sa propre image de développement et se présenter seulement comme crise, comme simple volonté de destruction afin de maintenir sa domination. L'État du capital parvenu à la maturité révèle son essence: «le recours accru à la violence, directe ou indirecte, quoi qu'il en soit, toujours présente dans le déroulement de l'action globale de promotion et de régulation que l'État contemporain considère comme sa tâche ¹² ». On ne peut comprendre l'insistance de Negri sur le caractère violent de l'État si on ne tient pas compte des considérations suivantes: le concept marxiste traditionnel de l'État comme pur pouvoir de répression; l'extension des fonctions de l'État keynésien pour assurer le rapport d'exploitation du capital sur le salariat. La violence de l'État ne se manifeste pas seulement dans l'utilisation de l'armée et de la police mais aussi, et surtout, dans sa régulation de la lutte de classes. En définitive, l'État chez Negri est le pouvoir qui assujettit à l'ordre chez Foucault.

Si l'État du capital collectif n'est que pure violence, l'antagonisme de classe doit privilégier la destruction, le moment de la rupture violente du système répressif du développement capitaliste en s'attaquant aux aspects institutionnels - économiques et politiques - et à la structure même de l'État: le pouvoir est au bout du fusil.

¹⁰ Ibidem, pp. 48-49.

¹¹ Ibidem, p. 110.

¹² Ibidem, p. 68.

L'autocritique de Tronti

[Retour à la table des matières](#)

Dans «Post-scriptum autour de quelques problèmes ¹³ », Mario Tronti remet en question ses analyses antérieures et critique implicitement ses anciens partisans, dont Antonio Negri.

Déjà dans ses précédents textes, Mario Tronti posait le lien dialectique qui unit le développement du capital à celui du mouvement ouvrier: «Lorsque les ouvriers luttent, c'est pour battre le patron et non pas pour développer le capital. Si leur victoire - ainsi que la défaite qui est alors celle du capitaliste - devient ensuite la victoire future du capital, cela ne dépend - dans le modèle que nous sommes en train d'examiner - ni d'erreurs commises par les mouvements revendicatifs subjectifs des ouvriers, ni de la nature diabolique qui semble être celle de l'initiative de leur ennemi dans ce cadre précis. Il s'agit d'un mécanisme entièrement objectif qui place en fait dans la partie variable du capital, dans le capital comme travail vivant c'est-à-dire dans la force de travail en tant qu'elle est du capital, le *ferment* actif de l'ensemble du processus ¹⁴...» Tronti applique cette hypothèse méthodologique pour analyser le mouvement ouvrier américain au XXe siècle.

En utilisant les statistiques sur le nombre de grèves et d'ouvriers en lutte, l'auteur montre que, sauf en 1937, les luttes ouvrières furent plus nombreuses, malgré l'appel au patriotisme, durant les deux grandes guerres et, malgré l'appel à la reconstruction nationale, durant l'immédiat après-guerre: «L'intensité de la lutte ouvrière durant la guerre n'est dépassée que dans un seul cas: celui de l'immédiat après-guerre, lors des premières reconversions des industries de guerre en industries de paix et de bien-être [...]. Du point de vue des ouvriers, la guerre représente l'occasion ou jamais d'obtenir beaucoup, la paix l'occasion ou jamais d'en demander plus ¹⁵.»

De 1922 à 1933, le mouvement ouvrier est silencieux, passif. Pourquoi? De la grande défaite des cheminots en 1922 jusqu'à 1929, le développement du capitalisme permet une augmentation graduelle des salaires sans que la lutte soit nécessaire. De 1929 à 1933, la grande crise convainc les ouvriers qu'ils ne peuvent rien obtenir: «L'absence des grandes luttes de 1922 à 1933 est due à deux motifs différents dans deux périodes différentes: de 1922 à 1929 et de 1929 à 1933. Au cours de la première

¹³ *Ouvriers et capital*, Paris, Christian Bourgois éd., 1977, pp. 327-382.

¹⁴ Ibidem, p. 256.

¹⁵ Ibidem, p. 348.

période, les marges objectives du profit capitaliste débordent sur le terrain occupé par les ouvriers. Durant la seconde, il n'existe plus de marges pour aucun des deux partis; une participation du salaire ouvrier au profit du capital est impensable, les frontières entre les classes vont même jusqu'à s'effacer, il n'y a qu'une seule crise pour tout le monde. Pourquoi lutter quand on ne peut le faire pour arracher des concessions à l'adversaire? Pour prendre le pouvoir? Ne commettons jamais de confusion. La classe ouvrière n'est pas le parti bolchévique russe. Tenons-nous en au fait ¹⁶...» On voit déjà comment l'analyse documentée de Tronti se distingue de celle de Negri qui faisait remonter la crise de 1929 à la révolution d'Octobre et qui voulait démontrer, contre les révisionnistes, que les crises devaient constituer des moments de lutte intense du travail contre le capital.

De 1933 à 1947, la lutte ouvrière aux États-Unis atteint son niveau de développement le plus élevé, même si elle n'est qu'une simple lutte contractuelle. Ces luttes victorieuses, ces conquêtes ouvrières sont intimement entrelacées à de nouvelles initiatives de l'État: 1933, *National Industrial Recovery Act*; 1935, naissance de la CIO et victoire du *National Labor Relations Board (Wagner Act)*; 1938, *Fair Labor Standards* votée un an après le sommet des luttes ouvrières de 1937. Les ouvriers, par leurs luttes, contraignent le capital et l'État à leur concéder un terrain d'organisation propre qu'ils utilisent pour arracher de nouveaux gains. Les luttes ouvrières dressent le capital contre les capitalistes, l'État, formellement au service de tous, contre l'intérêt réel d'un groupe de capitalistes attardés. Roosevelt impose d'en haut une nouvelle stratégie, une révolution des structures du capital, une «révolution capitaliste». Il impose aux capitalistes individuels «une forme de relation nouvelle entre la gestion politique du rapport social et la propriété privée des moyens de production, un nouveau point de raccord et de heurt de l'intérêt général avec le profit du capitalisme individuel, du gouvernement du bien public avec la production en vue du capital ¹⁷ ».

L'État n'est pas le Moloch à abattre de Negri. Et même, dans certaines conjonctures particulières comme celles de 1933 à 1947, les intérêts des classes antagoniques peuvent se concilier au-delà de la «soi-disant exploitation»: «Le mot d'ordre: organisons les inorganisés, allait aussi bien au capital moderne qu'au nouveau syndicat. Il existe des moments d'affinités électives entre les deux protagonistes de classe de l'histoire moderne, où l'un comme l'autre, et chacun dans son camp, se retrouvent en état de division interne, et doivent résoudre au même moment des problèmes de comportements stratégiques et de restructuration de leurs organisations. Alors on voit la partie la plus avancée du capital tendre la main à la partie la plus avancée de la classe ouvrière et, à la différence de ce que l'on serait sectairement en droit d'attendre, la classe ouvrière ne repousse pas le baiser, ne refuse pas l'immonde union, mais au contraire l'exploite allégrement pour gagner quelque chose ¹⁸...»

¹⁶ Ibidem, p. 351.

¹⁷ Ibidem, p. 331.

¹⁸ Ibidem, p. 364.

La deuxième grande guerre fait pencher le rapport de forces en faveur des ouvriers à un tel point, selon Tronti, que le pouvoir leur appartient malgré le maintien d'un État capitaliste: «L'année 47 s'ouvre aux États-Unis sous le signe de la “grande peur” des ouvriers qui avaient secoué ce pays tout au long de l'année précédente. C'est impensable. Mais pourtant, au fond, la loi Taft-Hartley se proposait de replacer le pouvoir contractuel des capitalistes sur un pied d'égalité avec celui des ouvriers. Cela en dit long sur ce qui s'était passé aux États-unis à partir de 1933. La péréquation du pouvoir contractuel des deux classes en lutte - cette revendication classique et subalterne de l'égalité des droits contre la force qui décide -pour la première fois, c'étaient les capitalistes qui la mettaient en avant, et en faisaient la conquête ou la reconquête au sein de leur propre État. C'est là l'épisode emblématique d'une histoire encore actuelle; il montre qu'il n'est pas vrai qu'une classe domine toujours l'autre, que l'autre soit toujours dominée; tour à tour, selon le rapport de force mutuel, la puissance de l'une l'emporte sur la puissance de l'autre, et ce, indépendamment des formes de pouvoir institutionnelles et du signe et du nom sous lesquels la structure formelle de la société se présente extérieurement, qu'elle s'appelle capitaliste ou socialiste ¹⁹...»

Pour l'auteur, aucun parti de la classe ouvrière n'a été capable d'obtenir autant que ce qu'a obtenu la CIO au sein du New Deal, de 1933 à 1947. Les ouvriers américains vivent encore des rentes de ces conquêtes historiques. La CIO était un phénomène de nature politique: elle surgissait sur le terrain des luttes ouvrières les plus avancées pour investir la distribution sociale de la richesse nationale; elle répondait au besoin d'organiser de façon nouvelle l'ouvrier-masse; elle allait dans le même sens qu'une grande initiative du capital sachant qu'elle ne pouvait vaincre seule sans son aide. Les traditions d'organisation des ouvriers américains sont les plus politiques au monde car «ce sont celles qui se rapprochent le plus, non pas de la conquête du pouvoir pour construire dans le vide une autre société, mais de l'explosion salariale visant à faire du capital et du capitalisme des éléments subalternes à l'intérieur de cette même Société ²⁰ ».

Tronti condamne l'euro-centrisme qui ne se réfère qu'aux expériences révolutionnaires européennes pour comprendre les comportements concrets de lutte. L'histoire de la classe ouvrière n'a pas pour épicentre l'Europe et la Russie: le filon social-démocrate et le filon communiste n'en forment qu'un si on les compare au mouvement ouvrier américain du XXe siècle. Et l'histoire du mouvement ouvrier américain a sur l'européen l'avantage de ne pas être recouverte d'une série de strates d'interprétations marxistes: «S'il est aisé de critiquer les idéologies de l'adversaire, il est difficile, voire impossible parfois de faire la critique de ses propres idéologies, en raison de toute une série de circonstances. Les faits ouvriers de l'histoire européenne sont littéralement submergés par les idées des intellectuels marxistes. Mais les faits

¹⁹ Ibidem, p. 355.

²⁰ Ibidem, p. 367.

ouvriers de l'histoire américaine sont là dans leur nudité, leur crudité ²¹...» Aussi Tronti invite les lecteurs, non pas à interpréter les luttes ouvrières à la lumière des textes de Marx mais, contrairement à ce qu'il faisait, à relire le *Capital* et les *Grundrisse* à la lumière du mouvement ouvrier américain.

Il faut cesser de considérer la classe ouvrière comme une masse abstraite aux prises avec un capital abstrait. Il faut se débarrasser de ce snobisme de l'intellectuel militant qui prêche, avec condescendance, son cerveau supérieur aux masses non encore conscientes. Il faut renoncer à l'absurde prétention d'être des avant-gardes sans mouvement, des généraux sans armée. Au volontarisme de la révolution à tout prix, Tronti, qui réintègrera le PCI en 1971, oppose une perspective réformiste: «Il nous faut nous employer à inventer pour la pratique, et pour une durée provisoire stratégiquement longue, des techniques encore jamais vues d'utilisation politique par les ouvriers de l'appareil économique capitaliste ²².»

La crise de l'État keynésien

[Retour à la table des matières](#)

Évidemment, Tronti plie en sens inverse la baguette tordue qu'il tenait auparavant. Mais il nous sert une leçon magistrale. Antonio Negri ne l'entend pas. Il radicalise ses positions révolutionnaires et dévie le débat: l'État keynésien dont parle Tronti est en crise et la lutte ouvrière de l'année 1969 en Italie montre que la classe ouvrière peut abattre le capitalisme.

L'extension des revendications salariales et la massification des luttes ont entraîné la faillite de l'État keynésien qui n'arrive plus à gérer de façon progressive le conflit entre le travail nécessaire et la plus-value. Les luttes de l'ouvrier-masse ont dissocié, dit Negri, le travail de la loi de la valeur. Au niveau mondial, l'État national, subordonnée à l'entreprise multinationale qui dicte ses volontés, est en crise.

L'État du capital social, ne pouvant plus assurer le développement, se réduit à un pur pouvoir de commandement sur la classe ouvrière. Il n'est plus que volonté désespérée de survivre comme capitaliste collectif. La loi de la valeur ne jouant plus, le rapport de forces entre classes est surdéterminé politiquement, et Negri se demande s'il ne faudrait pas définir la classe ouvrière de façon purement politique, sans attaches avec le travail productif.

²¹ Ibidem, p. 372.

²² Ibidem, p. 381.

La bourgeoisie, pour reconquérir son contrôle sur la classe ouvrière, étant prête à sacrifier le profit au maintien de son commandement, toute la stratégie développée jusque-là par *Potere Operaio* qui visait à s'attaquer aux profits par la croissance des salaires est remise en question: il n'y a plus de profits. La loi de la valeur ne fonctionnant plus, elle ne peut plus servir de paramètre à l'action politique des masses.

Selon Negri, les nouvelles luttes qui se développent alors en Italie portent moins contre la quantité de plus-value extorquée à l'ouvrier que contre la qualité de l'exploitation. Sur la base de ces luttes, il propose de nouveaux mots d'ordre, dont *l'appropriation sociale* directe de la richesse sociale produite et la libération de la *force d'invention* du prolétariat, auxquels il ajoutera par la suite la *séparation* de celui-ci du commandement capitaliste. Et, contrairement à ce qu'il affirmait précédemment, ces contenus de l'action révolutionnaire constituent le communisme en acte: «Dans cette perspective, pour la première fois peut-être, le caractère actuel du communisme ne se présente pas comme matière à préfiguration, mais bien comme une pratique matérielle visible dans le *développement des luttes* ²³.»

Mais le mouvement du jeune prolétariat, en valorisant la *jouissance ici* et maintenant, tendait à se replier sur soi et à éviter l'affrontement avec l'État. Pour Negri, la seule jouissance réelle est dans l'organisation qui affronte brutalement l'appareil de répression capitaliste. Il faut orienter le désir d'appropriation sociale, d'invention et de séparation du nouveau prolétariat vers la lutte contre le capital. À la critique de la valeur, il faut passer à la critique du commandement capitaliste. Mais que signifie la critique du commandement capitaliste? Dès cette période, Negri se démarque de ceux qui posaient «le problème de destruction de l'ordre existant en dehors du mouvement qui en suscite les conditions essentielles ²⁴ ». Il s'oppose dès lors à la stratégie des «Brigades rouges» qui consistait à s'attaquer à l'État pour et à la place des masses. Negri ne prône pas pour autant le pacifisme. Au contraire, l'insurrection est, pour lui, le seul «point de vue raisonnable face à l'irrationalité désespérée de la répression exercée par la valeur d'échange sur l'individu prolétarien reconstitué ²⁵ ». Mais, contrairement aux «Brigades rouges», l'insurrection doit être centrée sur le développement autonome de l'organisation prolétarienne de masse dans ses offensives contre le commandement capitaliste. Désapprouvant le terrorisme politique et la tendance du jeune prolétariat à se replier sur ses propres jouissances, blâmant les récupérations réformistes des mouvements de masse par le mouvement ouvrier officiel, Negri soutient donc une stratégie de sabotage du commandement capitaliste, d'affrontements violents de celui-ci par les masses dans une perspective de guerre civile.

Dans «Prolétaires et État», publié cinq ans après la «Crise de l'État-plan, communisme et organisation révolutionnaire», Negri condamne le «compromis historique»

²³ *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Éd. Galilée, 1978, p. 216.

²⁴ Ibidem, p. 160.

²⁵ Ibidem, p. 191.

du PCI et réarticule sa plate-forme politique, en critiquant l'autonomie du politique et en proposant une nouvelle définition du prolétariat.

Le compromis historique vise à un « passage pacifique au socialisme à travers une insertion des forces populaires dans l'État, capables de garantir quelques-uns des objectifs fondamentaux du développement productif. C'est-à-dire en premier lieu garantir le contrôle qualitatif et quantitatif des mouvements de classe - et en cela un rôle fondamental est assigné au syndicat, comme courroie de transmission du réformisme, comme chien de garde et véritable “syndicat d'État”, conditionné par les rythmes de légitimation de la planification (restructuration). Le second objectif consiste à rationaliser les mécanismes de reproduction et de distribution de la force-travail par une planification des institutions sociales (organismes locaux, territoriaux, etc.) qui atteigne une homogénéité sans cesse croissante sous la forme de l'État-plan: ici la fonction du parti comme “syndicat du social” (et même dans ce cas, objectivement, comme “syndicat d'État”) est fondamentale. En troisième lieu, le compromis historique se propose d'opérer une redistribution (future et partielle) - plus que des revenus - du potentiel de production dans le cadre du système en se disposant à avantager à l'avenir le secteur public et le personnel politico-économique qui la gère (dans l'optique où l'État devient l'État représentatif “de tout le peuple”) ²⁶. »

Ces objectifs, selon Negri, sont irréalisables. En raison de l'extension de la lutte ouvrière, de son affirmation du refus de travail et de sa reconnaissance du caractère actuel de l'alternative communiste, le contrôle des mouvements de classe ne peut se présenter qu'en termes de répression et sûrement pas en termes de participation. La rationalisation des mécanismes de reproduction de la force-travail, impliquant la destruction des rigidités du marché du travail, ne peut s'exercer que de façon manipulatrice et répressive. Enfin, l'État, que veut utiliser le PCI, est complètement dominé par un marché mondial dirigé par les entreprises multinationales et a perdu toute autonomie face au social.

La société civile devient un produit de la volonté d'un État de plus en plus totalitaire. (Dans ce sens, Negri affirmera dans « Sur l'État ²⁷ » les liens de parenté entre keynésisme et nazisme). L'autonomie du social et du politique disparaît. Les règles du marché, même si elles subsistent et semblent parfois se renforcer, n'existent qu'à travers la médiation de l'État: « le bloc étatique doit désarticuler chaque agrégat social potentiellement hostile et le réarticuler en fonction du schéma de fonctionnement global et planifié du capital ²⁸ ». L'État devient ainsi l'ennemi à abattre.

La crise marque le surgissement subjectif, irréversible et définitif du prolétariat contre sa définition comme simple force de travail. Mais ce prolétariat révolutionnaire n'est plus le simple travailleur productif. La crise et la restructuration capitaliste éten-

²⁶ Ibidem, pp. 241-242.

²⁷ *Contradictions*, numéro spécial *Sur l'État*, n° 12-13 (juin-sept. 1977): 417.

²⁸ *La classe ouvrière contre l'État*, Paris, Éd. Galilée, 1978, p. 251.

dent la catégorie du prolétariat à l'ensemble du travail vivant et salarié disséminé dans la société: l'assurance chômage «fait comprendre à l'ouvrier son identité d'intérêt avec le chômeur, la décentralisation montre à l'ouvrier de la grande usine qu'il a le même intérêt immédiat que l'ouvrier de la petite usine; la tertiarisation de la production montre à l'opérateur du tertiaire que sa condition est directement prolétarisée, du point de vue de sa place dans le processus productif et dans le système salarial; l'exclusion de vastes strates hors de la production, la marginalisation scolaire, etc. révèlent la présence d'une seule et même loi de l'exploitation sur le processus entier de la planification de la société capitaliste fondée sur l'inclusion dans la production et/ou sur son exclusion ²⁹ ». Dans ce vaste prolétariat, Negri accordera la suprématie soit aux précarisés (le prolétariat jeune et scolarisé, les femmes et les travailleuses domestiques, la force de travail sans emploi et marginalisée) dont les nouveaux besoins et les valeurs humaines sont irréductibles au travail salarié, soit aux couches ouvrières du travail abstrait et tertiarisé dont les besoins de connaissance, les facultés de jouir, d'inventer et d'être libres se manifestent dans un même refus. L'alternative communiste est présente dans tout le vaste prolétariat, mais Negri a quelques difficultés à définir précisément ce qu'il nomme le nouvel «ouvrier social».

Dans *Marx au-delà de Marx*, Negri maintient ses positions et les justifie par une lecture des *Grundrisse. Le Capital*, malgré son indéniable mérite, a servi historiquement dit-il, «à réduire la critique à la théorie économique, à annuler la subjectivité dans l'objectivité, à laisser asservir la capacité de subversion du prolétaire par l'intelligence réorganisatrice et répressive du pouvoir ³⁰ ». Il faut donc relire *Le Capital* en le soumettant à la critique des *Grundrisse* qui est entièrement traversé par l'antagonisme du travail et du capital et par la capacité subjective et révolutionnaire du prolétariat. Ainsi, l'analyse privilégiera le processus de la tendance «qui permet de lire le présent à la lumière du futur, pour faire des projets, pour illuminer le futur ³¹ ».

La lutte des prolétaires tend sans cesse à élargir la valeur du travail nécessaire, la sphère de leurs propres besoins, la sphère du non-travail. Le prolétariat valorise le travail nécessaire en combattant le sur-travail, la plus-value, l'exploitation. La loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est pas une loi économique objective, autonome et indépendante; elle est relative à la lutte de classes: «Le travail nécessaire peut de façon autonome se valoriser, le monde des besoins peut et doit prendre de l'expansion. La forme de la loi de la chute tendancielle qui en dérive, combine la proportionnalité de la perte de valeur du capital à la valorisation indépendante de la classe ³².»

Le prolétariat ne se réduit pas au travailleur productif. La production et la reproduction, la production et la circulation sont si étroitement mêlées que le concept

²⁹ Ibidem, p. 257.

³⁰ *Marx au-delà de Marx*, Paris, Christian Bourgois éd., 1979, p. 46.

³¹ Ibidem, p. 96.

³² Ibidem, p. 182.

de prolétariat s'élargit pour recouvrir l'ensemble du travail social: «L'extension du concept et de la réalité du travail productif, dans la circulation, dans la reproduction fait apparaître d'autre part, non seulement le caractère historique mais aussi la variété multiple du procès constitutif de l'individualité historique du sujet communiste³³.» Dans ce sens, il est peu utile d'étudier les transformations des compositions de classe et des modes de production. Il suffit d'étudier le prolétariat, comme porteur du travail directement et indirectement productif, dans sa subjectivité révolutionnaire, dans son procès constitutif de sujet communiste, dans son devoir être. «L'antagonisme doit devenir social, *la force de travail globale doit devenir classe révolutionnaire* contre le développement capitaliste³⁴.» Ou comme le dit encore Negri: «Au capital comme sujet d'un côté doit répondre de l'autre côté le travail comme sujet³⁵.»

«Là où, dit Negri, dans le chemin que parcourt le capital, c'est le travail qui est commandé par le sur-travail extorqué, dans le chemin que parcourt le prolétariat révolutionnaire, le sur-travail réapproprié est commandé par le travail nécessaire³⁶.» Vue du prolétariat, comme sujet révolutionnaire, la loi de la valeur impuissante à mesurer le degré d'exploitation, devient pur et simple commandement, pure et simple forme de la politique: «Le développement du mode de production amène à reconnaître que dire l'État est la *seule* façon de dire le capital: un capital socialisé, un capital dont l'accumulation se fait en termes de pouvoir, une transformation de la théorie de la valeur en théorie de commandement; la mise en circuit et le développement de l'État des multinationales³⁷.»

Le communisme est négation et réappropriation du surtravail, destruction de l'exploitation et libération du travail vivant, négation de toute mesure et affirmation de la créativité: «Quand le *salaires* en se développant devient *autovalorisation* et *réappropriation* du sur-travail, c'est la fin de toute règle profitable de développement. Il n'y a plus de profit parce que la productivité du travail ne se traduit plus en capital. Il n'y a plus de rationalité capitaliste. La subjectivité ne libère pas qu'elle-même, elle libère plutôt une totalité de possibilités. Elle dessine un horizon. La productivité du travail est fondée et répandue socialement. Elle est à la fois un magma qui agglomère et recompose tout un réseau de jouissance, de propositions et d'inventions qui parcourent la terre rendue fertile par le magma³⁸.» Il n'y a pas de dialectique entre communisme et capitalisme: celui-là est destruction et suppression de celui-ci. Le communisme est transition: il est le bien qui annihile le mal capitaliste.

³³ Ibidem, p. 316.

³⁴ Ibidem, p. 302.

³⁵ Ibidem, p. 219.

³⁶ Ibidem, p. 258.

³⁷ Ibidem, p. 324.

³⁸ Ibidem, p. 262.

Une nouvelle alliance révolutionnaire

[Retour à la table des matières](#)

Negri, après l'enlèvement et l'exécution de Moro, sera arrêté en avril 1979, même s'il condamne cet acte de terrorisme politique. Cette incarcération et la défaite politique du courant autonome l'entraînera à s'interroger sur les fondements philosophiques de ses positions. L'étude sur Spinoza s'inscrit au sein de cette interrogation et *Les nouvelles lignes d'alliance*, écrit en collaboration avec Félix Guattari, définira sa nouvelle position révolutionnaire.

JEAN-MARC PIOTTE

Présentation du livre ³⁹

André Corten

[Retour à la table des matières](#)

De tous les thèmes du courant opéraïste, il en est un particulièrement central, celui du refus du travail. C'est un thème scandaleux. Scandaleux aujourd'hui ici au Québec où le refus du travail semble être le refus du capital de créer du travail et où des dizaines de milliers de jeunes doivent survivre avec 152\$ par mois. Scandaleux partout où la crise a réduit au chômage des millions et des millions de femmes et d'hommes. Scandaleux dans les pays du Sud où 40 p. cent de la population est condamnée à l'inactivité, à la misère et à la faim.

Le refus du travail est d'abord un thème scandaleux pour la classe ouvrière. Pour les ouvriers, leur force, leur orgueil, leur vertu c'est d'être des travailleurs face aux autres, les propriétaires, les non-travailleurs. Leur mépris plus ou moins latent va aux embusqués qui sont dans les bureaux, à ceux qui ne se salissent pas les mains, aux intellectuels. Leur mépris va à ceux qui de facto refusent de travailler mais qui sont pourtant payés.

Scandale donc. «Il était une fois en Italie...» c'est ainsi que commence l'histoire que chacun racontera durant ce colloque avec ses propres mots, c'est l'histoire de ce scandale. Cette histoire est déjà racontée, c'est pourquoi il y a, en fait, matière à colloque. C'est l'histoire du philosophe et du gendarme. Le gendarme, nous savons qui il est. Le gendarme arrête et met en prison. Le gendarme donne la main à un autre gendarme au-delà des frontières. Le gendarme tue impunément. Ce colloque est par

³⁹ *L'Italie: le philosophe et le gendarme. Classe ouvrière, État, autonomie.* Actes du colloque de Montréal, les 16 et 17 novembre 1984. Sous la direction de Marie-Blanche Tahon et André Corten (éd.). Montréal: VLB Éditeur, 1986, 275 pp.

son intention initiale mais aussi par sa tenue - ce qui a supposé, passez-moi l'expression, pas mal de travail - un geste de solidarité. Un geste de solidarité avec les quatre mille militants italiens en prison depuis plusieurs années. Ils continuent à essayer d'inventer la vie. Belle formule, à la limite dérisoire. À nous, en tout cas, de réinventer le sens de la solidarité. Solidarité ni aveugle, ni complaisante. Même si nous sommes très attentifs à la défense des droits formels, notre terrain n'est pas celui des justifications et des jugements. Il s'agit au contraire de sortir de la chape de culpabilisation, d'évacuer le gendarme qui sommeille au fond de chacun de nous. N'ayons pas peur du scandale!

Dans cette histoire de scandale, identifier le gendarme n'est peut-être déjà pas aussi simple que dans un théâtre de marionnettes. Mais qui est le philosophe? Est-ce Pinocchio, le lutin qui par sa vie fantasque nargue le gendarme? C'est bien ici que commence l'histoire, non plus comme simple récit mais comme histoire qui se fait. Et cette histoire qui se fait commence par une narration, celle du philosophe, ici un philosophe qui n'accepte pas le scandale. Revenons à la classe ouvrière, il y a quelqu'un qui prétend parler pour elle, qui lui dit ce qu'elle est, qui lui dit aussi ce qu'elle ne peut pas être. Mais ce philosophe-inquisiteur n'a pas de bras séculier pour brûler les sorcières. Le philosophe raconte, il raconte les vertus du travail comme force d'émancipation, il raconte le temps futur. Il lance aussi des malédictions: malheur par qui le scandale arrive! Le philosophe rapporte les choses, mais en les rapportant, il rend des décisions acceptables. Ce n'est pas lui qui arrête et questionne, il le rend possible. Peut-être à la fin met-il la main à la pâte - après tout lui aussi doit travailler! -mais son rôle est efficace bien avant, il fait l'histoire par sa narration. Aujourd'hui les tribunaux sont institués, les bûchers dressés; on a presque oublié le philosophe. Reste le gendarme. Viendra-t-il arrêter le philosophe? Mais cela, c'est une autre histoire.

Mais, me direz-vous, dans cette histoire, il y a un autre philosophe. Celui qui raconte le refus du travail, la jouissance aujourd'hui, la violence des masses, et celui-là a été arrêté. N'est-ce pas lui qui a rendu décidable le terrorisme? Sans doute n'a-t-il, lui, pas mis la main à la pâte, mais qu'importe? Veut-il maintenant se faire passer pour un lutin fantasque?

Il ne faut pas éluder cette question, même si on peut relever immédiatement la dissymétrie d'effets dans le cours de l'histoire. D'un côté, des appareils violent nationalement et internationalement les droits les plus fondamentaux - détention préventive prolongée, extradition, exil forcé, quadrillage du contrôle policier, quand ce n'est pas torture et disparition - et d'un autre côté, un gendarme qui s'est installé un peu plus au fond de nous.

Il est bien question quelque part de sortir des années de plomb. Pour cela, deux points d'appui. La réalité même du refus du travail. Elle s'est imposée dans de larges segments de la société et elle a fait de l'Italie un vaste laboratoire. Ensuite le défi que

nous lancent les nouvelles formes de restructuration internationale et autres virages technologiques.

Le premier point est certainement le plus fort. Il permet d'affronter le scandale. Le refus du travail est une pratique ouvrière; il est, pour reprendre une expression autonome, une pratique du «jeune prolétariat», une pratique de couches segmentées et diversifiées de jeunes et de moins jeunes confrontés notamment à la précarité du travail, pratique d'une jeunesse relativement scolarisée et dont la scolarisation est au moins en partie l'envers d'un chômage persistant, pratique d'hommes et de femmes qui sont mobilisés dans le contexte de transformations urbaines et qui, en prenant le centre des villes, ont inventé de nouvelles formes de communauté et de vie. Refus du travail certes mais aussi refus du temps-vide. J'ai même rencontré des gens heureux... mais la réalité de ce bonheur est également la force d'une utopie partagée et racontée au présent.

Refus du travail, s'agit-il là de la forme d'existence de la nouvelle figure du prolétariat - le fameux ouvrier social? le m'interroge sur le besoin de légitimer une pratique en la présentant comme la nouvelle figure centrale. Par ailleurs, le refus du travail pose la question de la diversité des formes de travail - je pense par exemple au travail domestique et de production d'enfants - et donc des intérêts contraires auxquels il répond. Enfin raconter le refus du travail, raconter les besoins et le désir, c'est poser le problème de la violence, la violence des masses sans doute mais également la violence qui se fonde sur la différence de chaque individu.

Je ne crois pas que les intervenants à ce colloque apporteront une même réponse à ces questions, ni même ne poseront les mêmes questions. Il ne s'agit pas de proposer un nouveau système de pensée, une nouvelle théorie, mais de libérer les questions. Que personne ne doive se sentir tenu de chercher de fausses concordances pour faire bloc face à d'autres courants idéologiques résulte en partie des hésitations de ces autres à participer à cette réunion. En fin de compte, c'est un facteur positif. Il nous donne des chances d'aller plus loin dans la réflexion et le débat.

Le second point d'appui est le défi de ce qu'on appelle ici le virage technologique. Point d'appui ou ligne de fuite? Fuite salutaire pour échapper au jeu des comptes et des bilans, soit. Mais il y a plus que cela. Le questionnement des nouvelles technologies est, depuis longtemps, au cœur du courant opéraïste. Il l'est avec cette thèse terriblement provocante: c'est la classe ouvrière qui délimite pour la première fois et de façon constante le rapport de classes. Les capitalistes, eux, tentent d'échapper à leur constante subordination: ils capitalisent la révolution dans de nouvelles technologies. Thèse jubilatoire. Les opéraïstes rompent avec toute une tradition de misérabilisme en partie déplacée aujourd'hui vers l'analyse des pays du Sud. Thèse quelque part associée, à travers une vision internationale de la composition de classe, à cette autre thèse provocante qu'exprimait déjà Tronti en 1970: «les traditions d'organisation des ouvriers américains sont les plus politiques du monde». La

fascination pour les nouvelles technologies, la fascination pour l'Amérique sont des composantes de la pensée opéraïste et autonome.

Que penser de ces fascinations? Elles suscitent de nouvelles interrogations. Le refus du travail a-t-il d'autant plus de chance de s'affirmer comme réalité que les technologies libèrent l'être humain du travail? Thèse bien évolutionniste que ne tempère pas vraiment la conception du «point moyen» que représenterait la classe ouvrière italienne. Leu stérile des anathèmes, il est vrai. Précisons donc la question. Même à s'en tenir strictement au primat, à l'initiative de la classe ouvrière dans les transformations technologiques, comment délimiter le rapport de classes dans les pays où ces technologies sont arrivées toutes faites, héritières de la lutte du prolétariat du Nord? Sur quoi repose alors le primat, l'initiative de la classe ouvrière dans les pays du Sud?

Ces questions ne sont pas purement abstraites. Ce colloque a lieu en Amérique. Il a lieu dans une société d'Amérique, mais dans une société à part. Une société qui lutte pour son identité. Une société où certains, il n'y a pas si longtemps, racontait son histoire comme celle d'un pays du Sud. Une société d'immigrants: Italiens, mais aussi Haïtiens et Vietnamiens. D'ailleurs, vis-à-vis des Autochtones, qui n'est pas immigrant? Une société où le discours sur le virage technologique est énoncé en termes d'adaptation à quelque chose qui vient d'ailleurs.

Le Québec n'en reste pas moins un pays du Nord. Non seulement par sa géographie, par ses conventions sur le temps social aussi. Mais pays qui, de par sa relation à l'Amérique et son complexe vis-à-vis de la technologie, est travaillé par la fracture de plus en plus large qui pose les pays du Sud comme entités irréductibles à un quelconque principe d'universalisation. Penser l'individu social en dehors de ce travail de déchirement, penser l'individu social seulement par rapport au fétichisme de la technologie en oubliant les autres fétichismes - que ce soit la rente pétrolière ou encore la dite arme alimentaire -, penser l'individu social dans un duel solitaire avec l'ordinateur et le robot, permet-il de penser vraiment la vie et de l'inventer?

Par rapport au philosophe qui raconte la vie d'un sujet universel, par rapport au philosophe-Prince, il existe sans doute un autre philosophe, c'est l'image de Pinocchio qui pense et raconte sa vie dans la différence. Un Pinocchio non-repenté et qui a la pudeur de ne pas croire qu'il est innocent.

ANDRÉ CORTEN

Présentation du livre

(couverture verso)

[Retour à la table des matières](#)

Évoquer l'Italie, c'est évoquer l'exubérance méditerranéenne, la bonne chère, la papauté, la mafia. Sur le plan politique, c'est aussi la pérennité démocrate chrétienne sur un fond de scandales et d'instabilité; les règlements de compte sanglants, les Brigades rouges...

Mais l'Italie, c'est aussi les luttes ouvrières, le développement inégal, le colonialisme du Nord sur le Sud, les migrations internes; c'est aussi la crise, le chômage, l'absence d'avenir.

L'Italie du milieu des années 70, c'est le lieu où les «marginiaux»: les femmes, les chômeurs, les jeunes, les travailleurs «au noir» ou précaires, produisent des biens, des services... et des luttes, et où rien ne justifie plus, à leurs yeux, qu'ils se placent, comme le voudrait le Parti communiste italien, sous la direction des ouvriers traditionnels.

L'Italie devient alors le terrain de luttes sociales proposant une nouvelle voie, différente du politique, hors des partis, plus près des désirs individuels, des problèmes sociaux, des aspirations spécifiques et concrètes, sans délégation de pouvoir ni représentation: l'autonomie!

L'Italie de la fin des années 70 et des années 80, c'est aussi la répression, l'emprisonnement des intellectuels, les procès fleuves, les inculpés en cage devant leurs juges, le régime d'urgence, les prisons spéciales, tout cela au nom de la «Sécurité nationale». C'est cette Italie que nous vous convions à lire et à découvrir dans le présent ouvrage.

[Retour à la table des matières](#)

Fin du texte.